

<https://www.snetap-fsu.fr/La-FSU-solidaire-des-mineur-o-es-non-accompagne-o-es-et-de-leurs-soutiens.html>



La FSU solidaire des mineur•es non accompagné•es et de leurs soutiens

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : mercredi 7 décembre 2022

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

[https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH90/capture_d_e_cran_2022-12-07_a_14.43_22-2fda0.png]

Depuis vendredi 2 décembre, plus de 300 jeunes migrant•es campent devant le Conseil d'État, sur la place du Palais-Royal à Paris. Ces mineur•es non accompagné•es sont soutenu•es par les bénévoles des associations Utopia 56, Médecins du monde, Midis du MIE et Médecins sans frontières. Ils et elles ont passé 5 nuits dans des conditions extrêmes, et douze jeunes ont déjà dû être pris en charge par les pompiers pour hypothermie.

Beaucoup d'entre eux ont déposé un recours devant un juge pour enfants et attendent la décision de justice reconnaissant leur minorité, pour certains depuis six mois. Sans elle, ils ne peuvent bénéficier de la prise en charge de l'aide sociale à l'enfance. À ce stade, n'étant ni mineur•es ni majeur•es aux yeux de l'administration, ils et elles se retrouvent de fait écarté•es de tout droit à hébergement et de toute scolarisation. L'installation du campement devant la haute juridiction administrative a pour objectif d'interpeller symboliquement les autorités qui sont néanmoins restées sourdes aux demandes de ces jeunes migrant•es jusqu'à aujourd'hui.

La [FSU](#) s'indigne du sort épouvantable que subissent ces 300 mineur•es dans l'indifférence totale des pouvoirs publics. Cette situation relève de l'atteinte aux droits des enfants en particulier et aux droits humains fondamentaux en général. La FSU exprime son soutien aux jeunes et aux associatifs dans leur mobilisation et souhaite qu'ils et elles soient entendu•es. Le gouvernement doit au plus vite proposer des places d'hébergement d'urgence pour mettre à l'abri ces jeunes gens. Au-delà, il doit leur garantir des logements pérennes et des solutions de scolarisation adaptées.

Enfin, dans un contexte de pression grandissante des mouvances d'extrême droite contre les citoyen•nes solidaires des migrant•es, la FSU tient à réaffirmer son soutien indéfectible à ces personnes engagées, militant•es associatifs•ves, syndicalistes ou encore enseignant•es, comme récemment une professeure de philosophie face aux menaces, campagnes de harcèlement et autres intimidations. La justice sera toujours plus forte que la haine.